

Sommaire

- **Bruxelles** Page 2
Climat : les surplus nationaux de quotas
- **L'essentiel** Page 2-3
Photovoltaïque : la vision régionale
de Solairedirect
- **Appels à projets** Page 3
Énergie : projet Kis Pims
- **Brevets** Page 4-5
Déchets, eau, éolien, énergie, travaux
publics, divers
- **Technologies** Page 4-5
Air : Biowind en route pour la photocatalyse
à l'échelle industrielle 4
- **Économie & finance** Page 6
Automobile : la rentabilité des batteries
électriques est attendue pour 2015
Services : Sécché Environnement monte
en puissance dans l'électricité
- **Éclairage** Page 7
Protection de la nature : l'Ipbes,
futur Giec de la biodiversité ?
- **Carnet** Page 8
W & CIE, Toupargel, SER
- **Interview** Page 8
Éric Lamoulen, secrétaire d'European
Housing Network

L'ÉVÈNEMENT

RSE : la transparence biaisée

Avec 3,2 %, les progrès en matière de transparence des grandes entreprises françaises restent très mesurés. Selon la dernière étude du Centre français d'information sur les entreprises (CFIE), la dynamique s'essouffle depuis deux ou trois ans. Présenté le 22 octobre à l'occasion d'une conférence-débat, ce travail porte sur l'analyse de soixante rapports RSE. Si le nombre d'indicateurs a augmenté de 20 % en 2008 (815), cet accroissement quantitatif ne s'est pas traduit par une réelle amélioration de l'exhaustivité des informations reportées, ni de leur précision : « *Je ne crois pas beaucoup à la transparence des rapports d'entreprise qui affichent une multitude d'indicateurs. Mieux vaut donner peu de chiffres et que ces derniers soient comparables d'une année sur l'autre* », estime Gilles Vermot Desroches, directeur développement durable de Schneider Electric. En particulier, l'évolution du périmètre géographique (France, Europe, Monde) ou social (catégorie spécifique ou ensemble du personnel...) des entreprises serait rarement précisée, influençant ainsi de manière artificielle les performances de

l'entreprise. « *Prenez les grands groupes pétroliers : aucun utilise le même indicateur que son voisin* », relève Erwan Créhalet, analyste ISR-carbone chez Chevreux.

Le volet environnemental est celui qui progresse le plus (+ 5,4 %), les rubriques les mieux renseignées concernant la consommation d'énergie et la gestion des déchets et rejets. Cependant, le taux de réponses correspondant aux émissions indirectes – liées au cycle de vie des produits et services – reste assez faible, même s'il progresse. Le CFIE regrette que l'aspect relatif à l'impact de l'entreprise sur la société civile soit insuffisamment développé et recommande un rapprochement entre les différentes parties prenantes. Il pointe enfin le manque d'équilibre de nombreux rapports qui occultent les aspects pouvant leur paraître négatifs. Quelque 56 % des entreprises évaluées détaillent avec précision les actions qui contribuent à la création d'emplois, alors que les événements pouvant fragiliser l'emploi local ne sont abordés que par 20 % d'entre elles.

www.cfie.net

CN

LE CHIFFRE

1450 €

C'est le coût médian de la construction de bâtiments à basse consommation observé par le Prebat, soit un surcoût de 15 %. Mais, une fois sur deux, il est inférieur.

www.developpement-durable.gouv.fr

SANTÉ

Une nouvelle Convention Grenelle

Les ministres de la Santé et de l'Écologie ont signé, le 27 octobre, une Convention Grenelle avec les établissements de santé, représentés par la Fédération hospitalière de France (FHF) et celle des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap). Objectif affiché : intégrer les enjeux du développement durable aux pratiques du secteur (formation, management, processus de décisions...) et « *évaluer objectivement* » la performance des établissements en la matière, via différents indicateurs (eau, énergie, déchets, achats...). « *Le baromètre du développement durable en établissement de santé est en ligne depuis l'an dernier. Plus d'une centaine d'hôpitaux l'ont déjà renseigné* », a indiqué Roselyne Bachelot. Désormais, les fédérations inviteront chaque année les quelque 4000 établissements français à y répondre et dresseront un bilan. Le ministère et l'Ademe s'engagent, de leur côté, à soutenir les initiatives des établissements de santé, notamment via la mise en place d'outils appropriés comme un bilan carbone sectoriel qui devrait sortir avant juin. www.developpement-durable.gouv.fr

FT

CLIMAT

Les surplus nationaux de quotas

Les ministres de l'Environnement des 27 renvoient au Conseil européen le soin de trancher la question des surplus de quotas nationaux de gaz à effet de serre (ou excédents d'unités de quantité attribuée, UQA) dans le futur accord global de Copenhague. Dans l'UE, le surplus actuel est lié au fait que les objectifs fixés aux pays en transition étaient très supérieurs aux émissions réelles. Un cinquième du surplus est détenu dans l'UE, mais les excédents les plus importants sont détenus par la Russie et l'Ukraine. Au total, ils représentent plus de la moitié de l'effort de réduction des émissions requis par le Protocole de Kyoto sur la période 2008-2012. Les États membres d'Europe centrale et orientale ont fait valoir que la suppression de la revente réduirait d'autant leur capacité contributive à l'effort financier requis pour le financement des politiques climatiques. La Commission, la Présidence suédoise et nombre d'États membres sont opposés au report de ces unités négociables, qui menacent de faire s'effondrer le prix de la tonne de carbone pour la deuxième période d'engagements.

AGROCARBURANTS

L'éclairage du Pnue

Un rapport publié par le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) demande une révision des politiques d'incitation à l'utilisation d'agrocarburants. Le Pnue propose notamment l'harmonisation des normes d'agrocarburants, à partir d'une évaluation reconnue internationalement des cycles de vie et le développement de la R&D sur la performance environnementale de carburants de nouvelle génération, dérivés des déchets ou de végétaux. www.unep.org

BUDGET

Une réforme en faveur du climat

La Commission européenne espère adopter le 24 novembre prochain une communication intitulée « Réformer le budget, changer l'Europe », dont la version provisoire suggère de concentrer la plupart des dépenses dans les domaines de la croissance durable et l'emploi, le climat et l'énergie, en puisant dans les fonds attribués à l'agriculture et à la politique de cohésion.

L'ESSENTIEL

PHOTOVOLTAÏQUE

La vision régionale de Solairedirect

Après la Région Poitou-Charentes, la Région Paca. Le fabricant et développeur de projets photovoltaïques Solairedirect va édifier à Peyruis, dans les Alpes de Haute Provence, une deuxième usine d'assemblage de panneaux photovoltaïque à base de modules en silicium cristallin. Comme la première, sa capacité de production sera de 36 MW. « *Au-delà, les gains de productivité sont marginaux*, explique Nicolas Sadon, directeur du développement parcs solaires chez Solairedirect. *Nous ne voulons pas construire de méga-usines, juste répondre aux besoins locaux. Cette approche, qui devrait à terme être déclinée dans d'autres régions, nous offre une meilleure visibilité sur le potentiel du marché.* » Car ces deux projets, annoncés à un mois d'intervalle, répondent à une volonté politique de développer la filière. « *Nous souhaitons susciter l'émergence d'un projet français de production de silicium, comme celui porté par Silpro, qui a malheureusement échoué* », ajoute Nicolas Sadon. Ainsi, l'usine de Peyruis s'inscrit dans le cadre du projet de Vallée des énergies nouvelles du conseil général, et fait l'objet d'un protocole d'accord. « *C'est une approche gagnante-gagnante. Nous pouvons espérer capter 15 à 20 % des débouchés* », ajoute-t-il, tant dans le résidentiel, les bâtiments agricoles et commerciaux, que les centrales au sol. Solairedirect, qui ne dispose aujourd'hui que d'une usine au Cap en Afrique du Sud, devrait réaliser 100 M€ de chiffre d'affaires en 2009 et vise 200 M€ en 2010, contre 25 M€ en 2008. Avec 80 emplois créés dans les deux unités, plus la centaine de recrutements prévus dans l'année à venir, les effectifs de l'entreprise progresseraient de 300 à « *environ 400 à 500 salariés* ». JPB www.solairedirect.fr

BÂTIMENT

L'engouement pour la basse consommation

Le 28 octobre, Jean-Louis Borloo a présenté l'état d'avancement du plan bâtiment Grenelle de l'environnement, un ensemble de mesures techniques et fiscales qui accompagnent le volet législatif. Ce point d'étape met notamment en lumière une forte demande de certifications de logements BBC. Selon les projections, elles devraient dépasser les 20 000 en 2009, soit dix fois plus que prévu, le ministère de l'Écologie ayant tablé sur 2 000 cette année et 15 000 en 2010. « *Le Grenelle de l'environnement a ainsi pris un an d'avance dans le domaine de la construction neuve* », indique le ministère. Les Régions Île-de-France, Rhône-Alpes et Aquitaine représentent 60 % des demandes de label. Une dynamique qui ne risque pas de s'essouffler, avec le triplement de l'écoprêt à taux zéro (PTZ) pour l'achat de ce type de logements par les particuliers, à partir de décembre, et la possibilité donnée aux communes de dépasser le coefficient d'occupation des sols de 20 % pour ces bâtiments. www.developpement-durable.gouv.fr

EN BREF

■ **Green On** vient d'implanter pour **STMicroelectronics** son premier parc de vélos électriques en libre-service, pour les déplacements professionnels et privés des collaborateurs du site parisien. www.green-on.fr

■ **Windeo**, spécialiste du petit éolien, a ouvert une deuxième agence à Langres en Haute-Marne, après une première à Lille. www.windeo-planet.com

■ **Eolfi**, filiale de **Veolia Environnement**, a lancé deux fonds de placement (FIP) sur l'énergie solaire à destination des particuliers, commercialisés par Banque populaire et Omnium Finance, avec un objectif de souscription de 20 et 30 M€. www.eolfi.com

■ **11400 véhicules GPL neufs** ont été vendus de septembre 2008 à 2009, soit 4,5 fois plus que l'année précédente. www.gpl.fr

CONSTRUCTION

Le GIE Enjeu énergie positive fait le point

Le GIE Enjeu énergie positive créé par Bouygues Immobilier fête son premier anniversaire en publiant un livre blanc réunissant les premiers résultats des recherches menées par ses membres. Schneider Electric a ainsi coordonné un groupe de travail sur le pilotage de la performance énergétique, Philips sur l'éclairage, Sodexo sur la restauration d'entreprise, Bouygues sur la bureautique et Steelcase sur « l'accompagnement au changement ». Premiers résultats pratiques : la préparation d'un Guide de l'éclairage optimisé et la mise en ligne, avant la fin de l'année, d'un logiciel de simulation et d'aide à la décision sur la consommation du parc bureautique baptisé Consotic. Le GIE ajoutera l'an prochain de nouvelles thématiques à son arc (santé, photovoltaïque, convergence des réseaux...) et accueillera deux nouveaux membres : Intel et Tenesol. www.enjeu-energie-positive.com

ACQUISITION

Ecologia achète Cre-Ha

Après « *les acquisitions et créations effectuées depuis bientôt deux ans* », le constructeur lorrain Ecologia a annoncé le rachat de Cre-Ha. Cette société vosgienne créée en 2005 (30 personnes), est spécialisée « *sur le créneau porteur des maisons à ossature bois* ». Elle bénéficie d'une « *expérience notoire dans le domaine de l'habitat individuel, du petit collectif et du tertiaire* ». Cette opération, dont le montant n'est pas communiqué, renforce Ecologia sur le marché de la construction écologique dans sa région. Elle porte les effectifs du groupe à plus de cent personnes à fin octobre 2009, avec un chiffre d'affaires attendu de « *plus de 15 millions d'euros* ». www.ecologia.fr

RECYCLAGE

Nissan s'associe à Sumitomo pour traiter les batteries

Nissan Motor et Sumitomo ont annoncé la création d'une coentreprise pour recycler les batteries au lithium-ion de véhicules électriques. Cette opération doit aider le fabricant automobile à réduire les coûts de fabrication de ses voitures à « *zéro émission* », grâce aux économies sur les matières premières. www.nissan-global.com

MOBILITÉ

Carbox fournit Pierre & Vacances et Alma Consulting

Le spécialiste de l'autopartage Carbox vient d'annoncer avoir conclu deux marchés auprès d'entreprises. Le premier est destiné aux 6 000 salariés de 46 sociétés du parc du Pont de Flandres à Paris (19^e), géré par Icade (Club Med et Pierre & Vacances notamment). La deuxième opération concerne les bureaux d'Alma Consulting à Lyon, « *six mois après le lancement du service sur son siège social situé à Gennevilliers (92)* ». www.carboxservices.com

EN BREF

■ **L'Île-de-France va cofinancer à hauteur de 576 000 €** le réseau de chaleur de l'aéroport d'Orly (94), qui alimentera aussi 3 200 logements, dans le cadre du plan de relance de la géothermie lancé par la Région en 2006. www.iledefrance.fr

■ **Le FCPI Champlain Innovation** entame sa deuxième phase de collecte. www.financieredechamplain.fr

■ **La Suède accueillera en juin 2010** les négociations autour d'une nouvelle convention internationale destinée à bannir le mercure pour toutes ses applications. www.se2009.eu

■ **La Sogaris (94), la Sic (Nouvelle-Calédonie) et la Setomip (31)** ont reçu le 26 octobre, à Bruxelles, le label européen Discerno, pour leurs actions en matières de RSE. www.discerno.eu

Appels à projets

ÉNERGIE

Projet Kis Pims

Dans le cadre du projet Kis Pims, Oseo, Ademe et les pôles de compétitivité CapEnergies, Tenerrdis et Derbi ont lancé un appel à projets pilote national pour favoriser l'émergence de services innovants dans le domaine des ENR. L'objectif est de mettre en contact les entrepreneurs et les experts européens pour analyser la pertinence des projets proposés. Candidatures à déposer avant le 31 décembre. www.ademe.fr

ÉNERGIE

Réseaux et systèmes électriques intelligents

L'Ademe lance un appel à manifestation d'intérêt (AMI) portant sur les systèmes électriques intelligents. Il a pour but d'expérimenter les conditions « *d'insertion massive* » des ENR dispersées dans les réseaux électriques. Second objectif : valider les nouveaux produits et services liés au déploiement des réseaux intelligents permettant d'adapter les pics d'offre et de demande par l'évolution du comportement des consommateurs. La clôture des candidatures est fixée au 30 novembre. www.ademe.fr

INNOVATION

Les espoirs européens de l'innovation

Dans le cadre du forum Innovact, la CCI de Reims organise les Espoirs européens de l'innovation. Ce concours s'adresse aux étudiants, jeunes chercheurs et créateurs d'entreprise. Les lauréats se verront remettre 3 000 € pour le 1^{er} prix et 1 500 € pour les 2^e et 3^e prix. Date limite de dépôt des dossiers : le 22 janvier 2010. www.innovact.fr

URBANISME

Réaménagement des berges de la Maine

La ville d'Angers lance un appel à projets international pour le réaménagement des berges de la Maine. Le territoire concerné représente une surface de 300 ha. Les objectifs poursuivis : rendre les berges et la rivière aux Angevins, relier les deux côtés de la ville et étendre de nouvelles activités et de nouveaux usages sur les berges. Dépôt des candidatures jusqu'au 23 novembre. metropole-angers.marco-web.fr

DU 23 OCTOBRE 2009

DÉCHETS

Dispositif environnemental de cendrier public à vidage rapide permettant d'assainir la voie publique par la collecte exclusive des mégots de cigarettes qui y sont jetés en vue de leur recyclage. N° 2930119 - Jean-Louis Michel.

Procédé d'agglomération de poussières industrielles, en particulier par technique de briquetage. N° 2930265 - SNF représenté par cabinet Laurent et Charras.

EAU

Ensemble de récupération d'eau provenant d'un pare-brise d'un véhicule automobile. N° 2930225 - Peugeot Citroën automobiles SA, Trelleborg Reims, représentés par cabinet Lavoix - Ce dispositif alimente en liquide un système lave vitre.

Procédé de traitement des effluents aqueux de purge ou de nettoyage des circuits de générateurs de vapeur et unité mobile permettant la mise en œuvre de ce procédé. N° 2930246 - Veolia Eau représenté par cabinet Beau de Lomenie.

ÉOLIEN

Pale pour appareil de génération d'énergie à partir d'un écoulement fluide pouvant être de l'air ou de l'eau. N° 2930300 - Nheolis représenté par cabinet Marek.

Éolienne à axe vertical dont les aubes se mettent en drapage pendant la partie contre-productive de leur rotation. N° 2930301 - Lemberg Aurore.

Système d'éoliennes pour l'habitat. N° 2930302 - Peyronny Bernard, représenté par Roman Michel - Système constitué d'une ou plusieurs éoliennes turbines cylindriques à pales longitudinales et à axe horizontal encastrées dans la partie supérieure des murs extérieurs ou dans la toiture.

TECHNOLOGIES**AIR****Biowind en route pour la photocatalyse à l'échelle industrielle**

Spécialiste du traitement de l'air par photocatalyse, Biowind travaille à sortir cette technique des applications de niche. En effet, lors d'essais de laboratoire réalisés le 27 octobre dernier, la première démonstration de l'efficacité de cette technique à l'échelle industrielle a été réalisée: « *Un abattement des COV de 85 % a été obtenu sur un flux d'air de 300 m³ par heure*, explique Jérôme Taranto, responsable R&D de cette jeune société, créée en 2006. *Ce résultat a été obtenu dans le cadre d'une campagne d'essais, commencée en septembre 2009 pour six mois, et cofinancée par l'Ademe. Elle est réalisée pour Johnson Controls, un sous-traitant du secteur automobile, qui fabrique des cartes électroniques à La Ferté Bernard, et souhaite réduire ses rejets dans l'environnement. Aussi, Biowind teste différentes compositions de catalyseurs, à base de dioxyde de titane (TiO₂) et des lampes à UV disponibles sur le marché. Le support, une mousse métallique en acier inoxydable brevetée par Biowind, est chargé en catalyseur par imprégnation puis évaporation d'une solution. Très aérée, elle provoque une très faible perte de charge. En revanche, des turbulences du flux d'air favorisent le contact entre les polluants et le catalyseur. Pour ces tests, Biowind a conçu un pilote compact (0,2 m³) capable de traiter un flux de 1 000 m³ par heure. Cette expérimentation devra faire la démonstration sur des flux de 15 000 m³/h, avec des charges de 200 mg/m³, et un abattement attendu de 75 %.*

www.biowind.fr AC

EAU**Cleanwater met la photocatalyse en lumière**

Lancé en juin dernier par l'Europe (1,7 million d'euros sur trois ans) via la participation de sept pays, le projet Cleanwater porte sur l'adaptation à la lumière naturelle du traitement de l'eau par photocatalyse pour éliminer les micropolluants émergents. Dans ce but, les chercheurs vont se pencher sur l'élaboration de catalyseurs de dioxyde de titane (TiO₂) dopés de manière innovante (azote, carbone, soufre), pour élargir leur plage d'activité de l'ultraviolet (UV) au rayonnement visible et augmenter leur efficacité. Des matériaux à base de TiO₂ greffés sur support (nanotubes de charbon actif, membranes) seront également étudiés. Partenaire français du projet, le département systèmes énergétiques et environnement de l'École des mines de Nantes testera en 2010 l'efficacité de ces nouveaux catalyseurs sur l'élimination de perturbateurs endocriniens présents dans l'eau. « *Réaliser des cycles de photocatalyse dans le visible permettrait de réduire notablement l'apport énergétique lié à l'utilisation des lampes UV lorsque le procédé tourne en continu* », souligne Valérie Héquet, chargée du projet à l'École des mines. www.nano4water.eu

EN BREF

■ **Le Japonais Toray teste actuellement un film en PET** pour la protection de la face arrière des panneaux photovoltaïques, baptisé Lumirror XTRM PV. Ce matériau constitue une alternative aux films fluorés utilisés pour protéger les cellules photovoltaïques des ultraviolets et de la pluie. Sans fluor, il offre des propriétés proches, tout en étant recyclable. La production devrait démarrer en 2010. www.torayfilms.eu

■ **Le logiciel Ogeris permet de réaliser une évaluation des risques** de contamination microbiologique sur un petit site de production ou de distribution d'eau potable. Après avoir identifié les points de vulnérabilité, il propose des recommandations en vue d'établir un plan d'action complet. Cet outil est téléchargeable gratuitement sur le site de l'Astee. www.astee.org

ANALYSE

Sens-Innov détecte les métaux dans l'eau

La jeune start-up rennaise Sens-Innov, cogérée par Stéphane Burban et Olivier Lavastre, propose un capteur permettant de détecter, de manière simple et rapide, les métaux présents dans l'eau. Ces capteurs peuvent détecter le plomb ou le cuivre, mais aussi le fer et l'aluminium. Le système se compose d'une languette équipée de dix-huit capteurs, à usage unique. Aucun additif toxique n'est nécessaire, la méthode électrochimique utilise un tampon d'acétate. La concentration de métaux est ensuite calculée dans un boîtier portable. Il permet de disposer, en quelques minutes, d'un diagnostic pour moins de 10 €. L'entreprise de quatre salariés a effectué une levée de fonds de 450 000 € en septembre pour mettre son produit sur le marché d'ici à décembre. **Sens-Innov, tél. : 02 23 23 53 64.**

ÉCLAIRAGE

Jet mixte candélabres solaires et leds

Jet, une PME picarde spécialisée dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement, commercialise depuis juillet 2009 des candélabres solaires à leds d'une efficacité lumineuse de 75 lm/W. Equipé de panneaux solaires polycristallins d'une puissance maximale de 135 W, d'une batterie gel qui ne nécessite aucune maintenance et d'un détecteur crépusculaire, ce luminaire autonome peut être implanté à n'importe quel endroit et facilement déplaçable. La surface éclairée au sol est d'environ 100 m² et la société espère vendre 30 à 40 candélabres par mois. **www.jet-sas.com**

INDUSTRIE

Un solvant végétal chez Purodor

Purodor a développé le « Solvant végétal », entièrement issu de la chimie végétale, et biodégradable. Son haut pouvoir solvant, lié à sa faible vitesse d'évaporation (40 min), permet d'attaquer en profondeur les salissures, tout en évitant l'altération des joints en caoutchouc ou en plastique. Actif sur les huiles minérales et végétales, le cambouis, les dépôts graisseux et les résidus pétroliers, ce produit, utilisable en pulvérisation ou en bain, ne laisse aucune auréole grasse après séchage. En effet, il ne contient pas d'ester méthylique, parfois trop gras pour être compatible avec tous les produits à dégraisser. **www.marosam.fr**

ÉNERGIE

Global Biénergies, une nouvelle voie pour l'isobutène

Global Biénergies vient de démontrer la faisabilité technique d'une voie biologique de synthèse qui permet de transformer la canne à sucre ou les céréales en isobutène, un gaz à la base de carburants ou d'additifs. Le procédé de fermentation repose sur des activités enzymatiques n'existant pas dans la nature et faisant appel à des métabolites inédits. La société veut maintenant améliorer le rendement et passer au stade industriel. **www.global-bioenergies.com**

EN BREF

■ La version européenne de la voiture électrique i-MiEV de Mitsubishi est en tournée en France jusqu'au 19 décembre. Sa production est prévue pour fin 2010. Commercialisée au Japon depuis juillet, cette berline a reçu le trophée de « la technologie la plus avancée » lors du 41^e salon de Tokyo. Rechargeable en 30 min à 80 % ou en 7 h sur une prise 220 V, elle offre une autonomie de 160 km. **www.mitsubishi-motors.com**

■ L'association professionnelle Afcobois va présenter une maison bois modulable de 100 m² répondant au label BBC (moins de 50 kWh/m² et par an) sur le salon Vivons Bois du 6 au 9 novembre à Bordeaux Lac. Son prix de revient est « particulièrement compétitif », 130 000 €. Elle est constituée de deux espaces qui peuvent être accolés, superposés, ou séparés. **www.vivonsbois.com**

Brevets

DU 23 OCTOBRE 2009

ÉNERGIE

Dispositif permettant l'obtention d'eau chaude instantanée.

N° 2930323 - Peyronny Bernard représenté par Roman Michel - Boîtier étanche et isolé enfermant un serpentin chauffé par des inducteurs électriques.

Accumulateur latent de chaleur à matériau à changement de phase.

N° 2930333 - Lessing Wenzel, représenté par Schneider Addae - Cet accumulateur stocke la chaleur pendant trois mois.

Procédé de gestion de la consommation d'énergie pour les systèmes multiprocesseurs.

N° 2930355 - CEA, représenté par Marks & Clerk France.

TRAVAUX PUBLICS

Enrobés bitumineux à froid.

N° 2930253 - Total représenté par cabinet Hirsch Pochart et associés.

Composition d'asphalte pour la réalisation de revêtements à basse température.

N° 2930255 - Eiffage travaux publics, représenté par cabinet Netter - Cette composition fait appel à des additifs d'origine animale.

DIVERS

Procédé de réalisation d'une paroi végétale.

N° 2930111 - Sinnoveg, représenté par cabinet Bleger Rhein - Ce procédé consiste à planter des arbres très près les uns des autres, pour qu'ils se soudent au gré de leur croissance.

Additif pour biocarburant et son procédé de préparation à partir d'une matière première renouvelable.

N° 2930263 - Arkema - Additif (méth)acrylique destiné à améliorer les propriétés à froid, obtenu à partir d'un ester d'huile végétale ou animale.

Dispositif d'extraction d'air.

N° 2930322 - EDF représenté par cabinet Plasseraud - Système de ventilation intégré à une menuiserie comportant une turbine axiale d'extraction d'air entraînée par un moteur électrique.

■ AUTOMOBILE

La rentabilité des batteries électriques est attendue pour 2015

Et si, dès 2015, une voiture fonctionnant à l'électricité était plus rentable que celle roulant à l'essence? Les professionnels des batteries y croient fortement. Réunis fin octobre à Detroit, aux États-Unis, pour un colloque, de nombreux dirigeants de fabricants de systèmes électriques pour automobiles ont indiqué que la hausse des volumes de production et l'amélioration des techniques de production devraient permettre de fortement réduire le coût de fabrication des batteries. Michael Andrew, le directeur des relations institutionnelles de Johnson Controls, a même annoncé que sa société et son associé Saft étaient en mesure de réduire de moitié le coût d'une batterie au lithium-ion. Plusieurs voies permettront d'atteindre ce niveau d'économies, selon lui, comme l'usage de matériaux moins onéreux que ceux actuellement employés (nickel, cobalt...), ou la mise en place de processus industriels déjà existants dans d'autres secteurs. Le prix d'une

batterie pour véhicule hybride pourrait même devenir compétitif par rapport à l'essence d'ici à trois ans, veut croire le dirigeant de Johnson Controls. Un optimisme partagé par Ric Fulop, le directeur du développement de A123 Systems, une société américaine récemment introduite à la Bourse de New York. Selon lui, en passant du stade de la R&D avancée à la phase de production, et grâce à la hausse des volumes, le coût de production d'une batterie peut être réduit de 9 % par an. Ces baisses de coûts sont indispensables, alors que le prix d'une batterie tourne aujourd'hui autour de 10 000 dollars, soit quasiment le prix d'une voiture d'entrée de gamme, ce qui freine le développement du marché. Aujourd'hui, les véhicules hybrides ou tout électriques représentent à peine 5 % du marché automobile mondial. Selon les participants du colloque de Detroit, cette proportion pourrait doubler d'ici à 2020. JD

SERVICES

Séché Environnement monte en puissance dans l'électricité

La production d'électricité verte n'est encore qu'une petite partie de son activité, mais Séché Environnement y trouve un important relais de croissance. Au troisième trimestre, la vente de l'énergie produite par les centrales installées sur certaines de ses décharges a généré 4,2 millions d'euros de chiffre d'affaires. Au premier trimestre 2009, lors du lancement de l'activité, les revenus de cette filière ne s'élevaient qu'à 1,3 million d'euros. L'objectif annoncé de Séché Environnement est de générer 6 millions d'euros en 2010. Dans ses métiers historiques, l'activité reste toujours marquée par un contexte économique « toujours difficile ». Séché Environ-

nement a néanmoins constaté une légère amélioration dans la filière des déchets non dangereux. Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires de cette activité, qui représente le tiers des revenus du groupe, a progressé de 2 % à 31,6 millions d'euros. En revanche, l'activité dans les déchets dangereux continue de pâtir de la mauvaise conjoncture économique, notamment à l'étranger, avec un recul du chiffre d'affaires de 4,5 % à 60,3 millions d'euros. Enfin, la Saur, dont Séché Environnement est l'actionnaire de référence, a vu son chiffre d'affaires croître de 1,4 % au troisième trimestre à 402,8 millions d'euros. www.groupe-seche.com JD

EAU

Suez Environnement prend le contrôle d'Agbar

Suez Environnement est désormais l'actionnaire majoritaire d'Agbar de Barcelone. Grâce à un échange d'actifs et à un apport de fonds compris entre 647 et 871 millions d'euros, le groupe français va détenir 75 % de son homologue espagnol, contre 46 % actuellement. « Cette opération nous permet d'acquérir des positions de premier plan complémentaires à celles de Suez Environnement sur des marchés clés tels que le Royaume-Uni, le Chili, le Mexique ou encore l'Algérie », a indiqué Jean-Louis Chaussade, le directeur général de Suez Environnement. www.suez-environnement.fr

HABITAT

Strategco Solar n'est plus actionnaire de Sebdo ENR

Strategco Solar (Eneovia) a consommé son désaccord avec Sebdo ENR. Le groupe de solaire a vendu l'intégralité des actions qu'il détenait au capital du constructeur de maisons durables. « Les problèmes rencontrés lors de la première installation confiée à Sebdo (en octobre 2008) et le retard important de Sebdo dans son déploiement national, n'ont pas permis de s'appuyer sur ce groupe pour les installations d'Eneovia », a expliqué la direction de Strategco Solar. www.eneovia.fr

EAU

RC Lux lève 800 000 €

RC Lux a levé 0,8 M€ auprès de Rhône-Alpes Création, Expansinvest, Rhône Dauphiné Développement et Sud Rhône-Alpes Capital. Ces fonds doivent permettre à la jeune société iséroise d'accélérer la commercialisation de sa technologie de désinfection de l'eau. Sa solution repose sur une technologie brevetée de « sécurisation bactériologique » de l'eau à son point d'utilisation, sans charbon actif, et qui met en jeu un procédé d'irradiation. RC Lux a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 160 000 €. www.rclux.com

■ PROTECTION DE LA NATURE

L'Ipbes, futur Giec de la biodiversité ?

La création d'un mécanisme d'expertise intergouvernemental sur la biodiversité se dessine au niveau international. Et pourrait élever la perte de biodiversité au rang d'urgence planétaire.

Chantal Jouanno l'a dit et répété devant l'assemblée de scientifiques, de gestionnaires d'espaces naturels et d'ONG réunis le 22 octobre dernier à Paris par la FRB (Fondation pour la recherche sur la biodiversité) et l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales) soutenus par le ministère de l'Écologie. Elle mise sur la création d'Ipbes, plate-forme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, en avril 2010. « *On sait qu'on ne tiendra pas l'objectif d'avoir stoppé l'érosion de la biodiversité en 2010. Notre première priorité sera donc de tout faire pour la création d'Ipbes. On a besoin de cet outil pour réveiller les consciences sur la menace qui pèse sur la biodiversité* », a souligné la secrétaire d'État à l'Écologie. « *Et c'est l'année prochaine que ça se jouera.* » Année internationale de la biodiversité, 2010 semble en effet l'occasion de lancer l'outil. À l'instar du Giec, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat créé en 1988, l'idée est donc bien de fédérer la communauté scientifique internationale sur la biodiversité et de créer une interface entre science et politique, facilitant la mobilisation et la prise de décision politique.

Initié en 2005 à Paris par l'appel de Jacques Chirac, le projet d'un mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB) rebaptisé Ipbes pour intégrer le programme d'évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, a déjà fait l'objet de deux réunions intergouvernementales. La première organisée en novembre 2008 à Putrajaya (Malaisie), a acté la nécessité d'un état des lieux international tout en suscitant encore des réticences. À Nairobi (Kenya), en octobre dernier, le ton avait changé. Et de l'analyse de Lucien Chabason, directeur délégué de l'Iddri, les préalables sont tombés. « *Un consensus s'est dégagé sur le fait que l'Ipbes avait*

sa place pour répondre à deux grands besoins, l'évaluation périodique systématique de la biodiversité et des services écosystémiques, et la construction de capacités sur la recherche. » Si certains pays, Australie en tête, Canada, Chine et États-Unis notamment, restent encore réservés, voire hostiles, la confiance a gagné en Europe. Le succès des négociations dépendra également de la participation active des pays du Sud et des

« On ne réussira pas l'Ipbes sans mettre les moyens sur la biodiversité comme on l'a fait sur le climat. »

moyens engagés pour les aider à renforcer leurs capacités de recherche. Dans ce contexte, c'est au Pnue de donner le signal de la troisième réunion décisive pour le lancement de l'Ipbes. Elle est fixée en avril 2010.

Reste de nombreux points à éclaircir, notamment sur la structure juridique de la plate-forme et sa gouvernance. Quels organismes de rattachements (Convention sur la biodiversité biologique, Unesco, FAO, Pnue) et qui abritera le secrétariat ? Le ministère de l'Écologie s'est déjà porté volontaire pour l'accueillir en France. Comment garantir l'indépen-

dance de la structure, réussir à la doter d'une capacité de saisine ouverte à la société civile et intégrer les ONG à son fonctionnement ? Bref, tout n'est pas réglé mais en France, la communauté veut y croire. Même le Medef, via son groupe biodiversité, affiche son désir d'en être. Pour François Letourneux, président du comité français de l'Union mondiale de conservation de la nature (UICN), « *en France, nous manquons d'une culture commune de la biodiversité; il est urgent que nous nous dotions de scénarios comme le Giec* ». Même espoir traduit par la FRB, nouvelle instance clé pour une mise en œuvre hexagonale. « *L'enjeu, c'est d'enclencher un mécanisme de mobilisation de l'expertise française et pour cela, la sensibilisation de nos scientifiques sera cruciale* », juge Xavier Le Roux, son directeur. C'est peut-être pourtant bien l'un des points d'achoppement du projet. « *Rappelons qu'en France, la biodiversité est restée jusqu'à ces dernières années le parent pauvre de la recherche*, souligne Bertrand-Pierre Galey, directeur du Muséum national d'histoire naturelle. *On ne réussira pas l'Ipbes sans mettre les moyens sur la biodiversité comme on l'a fait sur le climat.* » Et les besoins rappelés par le ministère de la Recherche sont nombreux : manque de moyens humains en chercheurs et naturalistes, manque de moyens matériels, besoins de formation et d'organisation. Sans compter la nécessité d'élargir les compétences en modélisation prospective. AD

www.fondationbiodiversite.fr

AGENDA

■ **Le 5 novembre à Paris**, Michel Rocard introduira le colloque « *Le transport fluvial: un rendez-vous à ne pas manquer* » coorganisé par VNF. www.entreprendre-fluvial.com

■ **Le 17 novembre à Paris**, la Bourse de commerce accueille la journée de l'entreprise, sur les applications de la dématérialisation, une manifestation « *zéro papier* ». www.eve.ccip.fr

■ **Le 17 novembre à Paris**, LCIE organise une journée sur la directive cadre EuP et l'écoconception. www.lcie.fr

■ **Du 2 au 4 décembre à Munich** (Allemagne), le Conseil européen de l'énergie géothermique (EGEC) organise sa conférence officielle. www.greenpowerconferences.co.uk

W & CIE

Olivia Grégoire inaugure le poste de directrice du développement durable de l'agence de communication W&CIE (groupe Havas). Diplômée de Sciences-Po Paris et de l'Essec, elle a travaillé au Service d'information du gouvernement de 2002 à 2005, puis aux côtés du ministre de la Santé et des Solidarités en qualité de conseillère technique. Elle était en charge du développement durable de DBB. www.wcie.fr

TOUPARGEL

François Bernet, 60 ans, conseiller du président depuis fin 2008, a été nommé directeur du développement durable de Toupargel, spécialiste du sur-gelé, pour définir et mettre en œuvre la stratégie RSE du groupe. Il est diplômé de l'IEP de Paris. www.toupargel.fr

SER

Le Syndicat des énergies renouvelables a réélu à sa présidence **André Antolini**. Et les différentes filières ont élu leur président: **Jean-Claude Andreini** (Burgéap) à la commission géothermie, **Jérôme Billerey** d'Aerowatt (commission DOM-COM), **Patrick Boisseau**, Tiru (valorisation énergétique des déchets), **Jean Comby**, EDF Production Sud (hydroélectricité), **Marie de l'Estoile**, Union des coopératives forestières de France (biomasse), **Philippe Gouverneur**, Enertrag, (énergies marines), **Claude Graff**, Schneider Electric (industrie et emplois), **Arnaud Mine**, Soler (photovoltaïque), **Thierry Rousseau**, Brisach (bois énergie domestique), et **Nicolas Wolff** de Vestas France (éolien). www.enr.fr

Environnement Magazine Hebdo

38, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél.: 01 53 45 96 52 - Fax: 01 53 45 89 11

Directeur de la publication: Charles-Henry Dubail,
Directeur délégué: Christoph Haushofer

Rédactrice en chef: Dominique Bomstein,

Rédacteurs en chef adjoints:

Jean-Philippe Bondy, jp.bondy@victoires-editions.fr,
Albane Canto, a.canto@victoires-editions.fr

Ont collaboré à ce n°: Clément Cygler, Alexandra Delmolino, Julien Dupain, Sylvie Luneau, Cécile Nivet, Fabian Tubiana.

Rédacteur graphiste: Laëtitia Amichi

Abonnement 1 an (40 nos/an) France métropolitaine:
960 € TTC (TVA 2,10 %) vente@victoires-editions.fr

Commission paritaire: 0313 T81227 - ISSN: 1969-9468

Dépôt légal à parution - Impression: Duplprint,
95330 Domont - © Environnement Magazine Hebdo,
toutes reproductions interdites

RCS Paris B342731247

COCCON Preprint

Imprimé sur Cocoon Preprint,
papier 100% recyclé certifié FSC.



INTERVIEW

Éric Lamoulen,
secrétaire d'European
Housing Network.
www.eurhonet.eu



Eurhonet fédère les bailleurs sociaux écoresponsables

Référentiel de RSE, expérimentation croisée sur le bâtiment basse consommation, intégration sociale... Le réseau européen de bailleurs sociaux ou publics Eurhonet veut anticiper les enjeux de société.

Quelle est la vocation du réseau Eurhonet?

Mutualiser les bonnes pratiques des sociétés de logement social ou public en Europe, sur des thèmes prédéfinis: les économies d'énergie, l'intégration sociale, l'adaptation des logements et des services face au vieillissement de la population et enfin la manière dont on est capable de rendre compte de l'exercice de notre politique de RSE (responsabilité sociale d'entreprise). Nous pouvons ainsi construire des consortiums pour répondre aux appels d'offres européens sur ces enjeux, afin d'obtenir des financements.

L'énergie est un thème d'actualité...

Très clairement. Nous l'appréhendons notamment à travers le projet Building together, qui va consister à édifier de façon simultanée et dans cinq pays différents quinze bâtiments à basse consommation, qui répondent à l'ensemble des normes nationales. Là encore, l'idée est d'agrèger les savoir-faire de chacun, pour participer à la définition d'un référentiel européen. Par exemple, l'Allemagne est très avancée en matière d'étanchéité, très dépendante de la mise en œuvre, et la Suède est experte dans la régulation des systèmes de chauffage collectif.

Quelles priorités avez-vous établies lors de votre dernière assemblée générale?

Introduire dans nos thématiques l'apport des nouvelles technologies, et engager un travail spécifique en direction

de la Commission européenne: nous allons notamment intégrer le groupement Energy to Build (www.e2b-ei.eu), qui négocie auprès de la Commission les thématiques de R&D sur l'énergie qui seront définies dans les cinq ans à venir, afin que la problématique, complexe, du logement social soit prise en compte.

Comment la déclinez-vous dans votre société?

Le Toit Angevin (www.letoitangevin.com) a, par exemple, mis en place un programme liant réduction de la fracture numérique et économies d'énergie, en équipant 600 logements de fibre optique et en mettant à disposition des ordinateurs recyclés, et ce gratuitement. Les locataires peuvent suivre, sur un portail en ligne, leur consommation d'eau et d'électricité. Malheureusement, le 1^{er} octobre, EDF n'a rien trouvé de mieux que de couper l'accès à cette information, sans nous prévenir.

Eurhonet a élaboré un référentiel RSE, que vous avez utilisé pour votre rapport...

Oui. Le référentiel Eurho-GR, adapté au métier du logement social, comprend une soixantaine d'indicateurs. Les rapports, comme celui du Toit Angevin, doivent permettre de mesurer et d'améliorer les performances – en particulier quand on est mauvais! – mais aussi de mobiliser les salariés. Cet exercice implique une totale transparence. JPB

310 000 logements gérés par 25 sociétés

Créée en 2006, l'association de droit belge Eurhonet regroupe 25 sociétés de logement social ou public en Europe, gérant un total de 310 000 logements. En France, elle est portée par l'association Delphis, présidée par Éric Lamoulen, qui en assure le secrétariat général. Constituée de 18 entreprises gérant 140 000 logements en France, comme le foyer Rémois, Delphis pilote le volet RSE. www.delphis-asso.org